Zeitschrift: Bulletin pédagogique : organe de la Société fribourgeoise d'éducation et du Musée pédagogique

Herausgeber: Société fribourgeoise d'éducation

Band: 32 (1903)

Heft: 2

Artikel: Bilan géographique de l'année 1902 [suite]

Autor: Alexis

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1039737

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

BILAN GÉOGRAPHIQUE DE L'ANNÉE 1902

(Suite.)

II. AFRIQUE

L'événement capital qui s'est passé en Afrique, cette année, c'est à coup sûr la fin des hostilités au Transvaal.

Après deux ans et demi d'une lutte gigantesque, où les indomptables Boers ont suppléé au nombre par une valeur exceptionnelle, on peut dire que la lassitude avait envahi, on le comprend, les deux partis belligérants : plus encore peut-être les Anglais, obligés d'opérer à grands frais à 3000 lieues de leur pays, que les Africains, combattant chez eux pour leur indépendance.

Rappelons quelques circonstances de cette guerre mémorable.

Les deux républiques de l'*Orange* et du *Transvaal* furent formées au siècle dernier par les *Boers* « paysans » ou *Burghers* « bourgeois » de race bollandaise. La république de l'Orange fut reconnue indépendante en 1848 par les Anglais, mais le Transvaal, ayant failli périr en 1877 sous les coups des Cafres sauvages, fut secouru par l'Angleterre, dont il accepta à contre-cœur la suzeraineté. Aussi en 1881, reprit-il son indépendance, qui naturellement ne fut pas reconnue.

A ce motif d'hostilité, s'en joignit un autre. La découverte des mines d'or ayant attiré vers 1884 uu grand nombre d'aventuriers, la plupart venus des colonies anglaises, une prodigieuse activité industrielle régna dans le district du Rand, où s'élèva la ville de Johannesburg, qui compte aujourd'hui 100,000 habitants. Ces étrangers ou *Uitlanders* réclamèrent bientôt les droits politiques qui, par réciprocité, sont accordés aux Boers sur le territoire anglais. Le Transvaal, craignant de se voir un jour débordé par les Uitlanders, refusa ; et, préparé de longue main à une lutte qu'il prévoyait, fort de son alliance avec l'Orange et de la sympathie même des Afrikanders du Cap, le président Kruger adressa à l'Angleterre un ultimatum qui resta sans réponse.

Deux jours après les Boers envahissent à la fois le Natal, la colonie du Cap et le Griqualand, mettant le siège devant Ladysmith, Kimberley et Mafeking. En même temps, ils proclament l'annexion du Griqualand et d'une partie de la colonie du Cap. Les troupes anglaises, peu nombreuses au début, sont battues en vingt rencontres, et pendant trois mois ce fut pour elles une longue série de désastres. Malheureusement pour les Boers, ils ne purent enlever les villes assiégées, ce qui permit enfin, en février 1900, au maréchal Roberts et au général

Kitchener, d'amener par le sud 200,000 hommes, qui à leur tour envahirent d'abord l'Orange, où ils firent prisonnier le général Kronje et s'emparèrent de la capitale, Bloemfontein, le 13 mars ; puis le Transvaal, où Johannesburg fut occupée le 2 juin et Prétoria le 5. Quelques jours plus tard, le président Kruger s'embarquait pour l'Europe.

On aurait pu croire la campagne terminée, et en effet, les Boers, trop peu nombreux, ne pouvaient plus lutter en rase campagne ; ils s'organisèrent alors en guérillas, qui pendant deux ans assaillirent les troupes ennemies avec un succès extraordinaire. Le général Joubert était mort ; mais d'autres héros se révélèrent, tels que Botha, Dewet, Delarey, irréductibles dans leur résistance, faisant souvent des prisonniers, qu'ils durent relâcher pour ne pas en être encombrés.

De leur côté, les Anglais capturèrent à la longue, plus de 50,000 Boers, qu'ils transportèrent jusqu'à Ceylan, Sainte-Hélène et aux Bermudes pour les interner. De plus, il leur fallut nourrir dans des camps de concentration, des milliers de femmes et d'enfants dont les habitations avaient été détruites. En somme, le pays était ruiné. « Nous n'avons reculé devant aucun effort, a dit plus tard le général Botha, mais quand j'ai vu mes officiers et soldats déclarer qu'ils n'avaient pas mangé depuis quatre jours, il a bien fallu signer la paix. »

D'ailleurs, cette paix était offerte avec empressement par le roi Edouard VII qui voulait à tout prix l'obtenir avant l'époque de son couronnement en juin 1902. Les négociations furent longues. L'assemblée des délégués burghers se réunit à Vereniging du 15 au 30 mai. Considérant « qu'il n'y a pas lieu d'espérer que la continuation de la guerre puisse assurer l'indépendance nationale, et estimant que la nation n'est pas justifiée à poursuivre une lutte qui se terminerait par la ruine sociale et l'anéantissement de tout un peuple », cette assemblée conclut « en acceptant les propositions de Sa Majesté et en les signant au nom du peuple des deux Républiques. »

La paix fut signée le 2 juin par les lords Kitchener et Milner, d'une part, M. Steyn, ex-président de l'Orange, les généraux Dewet, Botha, Delarey, d'autre part. Les conditions n'avaient d'ailleurs rien d'humiliant pour les vaincus. Ils remettaient, il est vrai, leurs armes de guerre et s'engageaient « à reconnaître Sa Majesté le roi Edouard VII comme souverain légal » ; mais on leur accordait des institutions représentatives aboutissant au self-government, c'est-à-dire à l'autonomie ; le rapatriement des prisonniers, qui conserveraient leur liberté et leurs biens ; l'usage d'un fusil pour leur défense personnelle ; le maintien de la langue hollandaise dans les écoles ; enfin, un don de 75 millions de francs pour réparer les ruines causées dans leurs habitations et leurs domaines.

Ce don ayant paru insuffisant, les généraux Botha, Dewet, et Delarey ont été autorisés à venir quêter en Europe ; mais si

leurs tournées en Hollande, en Belgique, en France, en Allemagne et ailleurs, leur ont valu de chaleureuses ovations, il est douteux qu'ils en emportent plusieurs millions, car dit le proverbe, « les conseilleurs ne sont pas les payeurs », et la presse universelle, qui a tant excité les Boers à la résistance, était impuissante à faire plus. Par contre, Edouard VII a voulu y suppléer en ajoutant 50 millions au premier don. En outre, le premier ministre anglais, Chamberlain, s'est rendu en Afrique pour mieux apprécier la situation. Comme conclusion pour l'avenir, rappelons le mot du général Delarey, disant à Bruxelles : « Nous sommes un peuple religieux. Nous avons perdu notre indépendance : c'est Dieu qui l'a voulu. Nous avons été fidèles à notre ancienne nationalité, nous le serons à la nouvelle, si les conditions du pacte conclu sont observées ».

Les Burghers pourront donc se reformer sous le nouveau régime et acquérir dans peu d'années, grâce à la vigueur de leur race et à leur accroissement rapide, une influence prépondérante dans les élections au gouvernement de leur pays ; ils s'enrichiront dans leurs domaines agricoles, pendant que les Uitlanders continueront à exploiter les mines et ouvriront peut-être dans la contrée une période de productions industrielles de tous genres.

Quant à l'Angleterre, ce n'est pas de sitôt qu'elle retrouvera les 50,000 nationaux morts en Afrique, et les six milliards et demi dépensés en moins de trois ans, et dont les intérêts vont obérer son budget ; difficilement, elle réparera la diminution de son commerce et de son prestige, non seulement à l'étranger, mais même dans ses propres colonnies. En résumé, chose inouïe, c'est le prétendu vainqueur qui aura cette fois payé tous les frais de la guerre.

Quoi qu'il en soit, l'*Afrique australe anglaise*, agrandie, comptant 5,000,000 d'habitants avec un territoire de 3,000,000 de km. car., est à réorganiser. Quelle désignation officielle faudra-t-il adopter pour l'ensemble, car le nom particulier de colonie du Cap ne suffit plus?

Il y a, en effet, cinq colonies : 1° celle *du Cap*, la plus populeuse, 2,500,000 habitants. dont 500,000 blancs, chef-lieu le Cap ; 2° la Colonie du *Natal*, la moins étendue, avec 570,000 habitants, dont 70,000 blancs, chef-lieu Maritzburg ; 3° la colonie de l'*Orange*, 250,000 habitants, dont 100,000 blancs, chef-lieu Bloemfontein ; 4° la colonie du *Transvaal*, 800,000 habitants, dont 200,000 blancs, chef-lieu Prétoria, avec Johannesburg comme ville principale ; 5° la *Rhodésia*, colonie à organiser, qui à elle seule est plus étendue que les quatre précédentes.

Portant le nom du célèbre Cécil Rhodes, qui vient de mourir au Cap, et qui fut le principal promoteur de l'expansion anglaise dans ces parages, la Rhodésia est traversée de Kimberley, la ville des diamants, à Salisbury, au milieu des champs d'or du Matabélé, par une section du fameux chemin de fer du

Cap au Caire, dont le projet colossal n'est pas abandonné : il se construit dans le bassin du Zambèse jusqu'au lac Tanganika, et déjà un embranchement le rattache de Salisbury au port de Béira dans le Mozambique portugais.

A ce propos, malgré des démentis périodiques, il est constant que l'Angleterre négocie avec le Portugal la cession de la partie du *Mozambique* située au sud du Zambèze, car elle dispose déjà commercialement du port de Lourenzo-Marquès, sur la baie Delagoa, tête de ligne du chemin de fer de Prétoria et de Johannesburg, au Transvaal.

Il faut ajouter que le Portugal, indemnisé convenablement d'ailleurs, céderait en même temps la partie septentrionale du Mozambique à l'Allemagne ; celle-ci la rattacherait à ses territoires du *Zanguebar*, autrement dit de l'*Est africain allemand*, qui s'étend jusqu'au lac Victoria et au mont Kilimandjaro.

(*A suivre.*) F. ALEXIS. M. G.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE AU TEMPS DE LA ROME DES PAPES

(Suite.) [1]

II. Ecoles des garçons

Les écoles paroissiales. — Les écoles dites *paroissiales* ont été établies, sous le pontificat de Léon XII (1823-1829), sur la proposition de la Commission officielle préposée à la distribution des secours ou des subsides publics, qui en supporte les frais parce qu'on y voit, à bon droit, une œuvre de charité et de bienfaisance.

Cet ensemble d'institutions de bienfaisance, connues sous le nom moderne d'*assistance publique*, a été organisé, à Rome, par saint Pie V, (1566-1572), de l'ordre de Saint-Dominique. Cet organisme complexe était placé sous la direction d'une Commission dite des *Subsides*, comme de nos jours, il relève, dans plusieurs Etats, du Département ou du Ministère de l'Intérieur.

L'*assistance publique* romaine reçut de nombreuses fondations et resta toujours l'objet des prédilections des souverains pontifes.

Grégoire XIII († 1585), Sixte-Quint († 1590), Innocent X († 1655), Innocent XII († 1700), Pie VI († 1799), Pie VII († 1823) Léon XII († 1829), pour ne citer que les principaux papes, soit par des donations considérables, soit par de sages règlements, mirent constamment cette importante institution en état de contribuer puissamment à l'éducation et au soulagement des classes pauvres de Rome et de sa banlieue.

Les régions du *Frastévère*, *della Regola*, *dei Monti*, et du

[1] Voir *Bulletin* : 1902 nos 10, 12, 15, 18.